



FORMULAIRE DE DÉTAILS DE LA DEMANDE D'INDEMNISATION
GARANTIE DE PORTEFEUILLE PCE – PROGRAMME POUR LES MOYENNES ENTREPRISES

Date : _____

À : Exportation et développement Canada (« EDC »)
150, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1A 1K3
Canada

Institution (en son nom ou en qualité de *mandataire administratif*, selon le cas) : _____

Débiteur (emprunteur) : _____

Montant garanti : _____ **Numéro de référence** : _____

Date de défaut de paiement : _____ **Date de l'avis d'intention d'exécuter** : _____

Objet : *Avis d'intention d'exécuter*, portant la date de l'*avis d'intention d'exécuter* aux termes de la Garantie de portefeuille PCE – Programme pour les moyennes entreprises et portant le numéro de référence susmentionné à l'égard du *débiteur*
(« la transaction »)

À la suite de notre *avis d'intention d'exécuter*, nous présentons par les présentes les détails de notre *demande d'indemnisation*. Les termes définis utilisés dans le présent formulaire qui sont définis dans la Garantie de portefeuille – Programme de crédit aux entreprises (PCE) – moyennes entreprises intervenue entre EDC et l'*institution* (dans sa version modifiée ou mise à jour à l'occasion, l'« **accord** » ou la « **garantie d'EDC** ») ont le sens qui leur y est attribué, sauf dans la mesure où ces termes sont définis ou modifiés dans le présent formulaire ou si le contexte s'y oppose.

1. Sommaire du défaut

Le *défaut* découle du défaut par le *débiteur* de rembourser, à la date du défaut de paiement, i) tout ou partie des montants qu'il doit aux termes d'une *transaction* à la suite d'une demande de remboursement anticipé par l'*institution* ou ii) tout ou partie des montants qu'il doit aux termes d'une *transaction* à l'échéance ou à la date de remboursement anticipé obligatoire ou par suite de la faillite, de l'insolvabilité, de la liquidation ou de la dissolution du *débiteur* ou d'une autre procédure similaire. Le défaut sous-jacent était le suivant :

2. **Sommaire de la réalisation :**

L'*institution* a terminé d'exercer une *mesure d'exécution* contre les *parties à la transaction* (à la seule appréciation de l'*institution*, agissant raisonnablement). Les circonstances sont les suivantes : [inclure une explication détaillée de la raison du *défaut* de la société, un bref sommaire du processus de réalisation et tout commentaire additionnel que l'*institution* juge pertinent pour la réalisation (au besoin)].

3. **Calcul du *montant garanti* :**

Les calculs suivants donnent le *montant garanti*. L'*institution* informe EDC sans délai de tout montant qu'elle reçoit entre la date indiquée aux présentes et la date de paiement par EDC pour qu'EDC puisse, si elle y est tenue conformément à la *garantie d'EDC*, déduire le *pourcentage garanti* de ces montants du *montant garanti*.

Le *montant garanti* est défini dans l'*accord* de la façon suivante :

Le montant correspondant à la somme des alinéas a), b) et c) moins l'alinéa d) ci-après :

- a) le moins élevé des montants suivants :
 - i) la *responsabilité maximale du débiteur*;
 - ii) le *pourcentage garanti* du montant principal impayé à l'égard de la *transaction*, lequel montant en principal impayé exclut tout montant par lequel le montant en principal impayé total est supérieur au montant en principal global maximal mis à la disposition du *débiteur* aux termes de la *convention relative à la transaction*, si cette hausse découle uniquement des variations des taux de change;

plus

- b) les intérêts sur le principal, calculés selon le *taux d'intérêt garanti* appliqué au montant de l'alinéa a), courus à compter de la date du *défaut* jusqu'à la date de paiement par EDC du *montant garanti*, jusqu'à concurrence de cent vingt (120) jours civils d'intérêts;

plus

- c) si les événements indiqués aux sous-alinéas i) ou ii) de la définition du mot « *défaut* » dans l'*accord* surviennent et que la *période de moratoire* est en cours, les intérêts sur le principal, calculés selon le *taux d'intérêt garanti* appliqué au montant de l'alinéa a), courus à compter de la date de cet événement jusqu'à la fin de la *période de moratoire*, étant entendu que le total des intérêts à payer par EDC aux alinéas b) et c) ne peut dépasser cent quatre-vingts (180) jours civils d'intérêts;

moins

- d) le *pourcentage garanti* de tout montant de principal avancé au *débiteur* à la suite d'un *défaut*.

L'application de cette définition aux montants impayés aux termes de la *transaction*, à la date indiquée aux présentes, donne le *montant garanti* indiqué précédemment sur la foi des calculs suivants :

Principal

Principal : _____ (A)

Intérêt

1. Les intérêts sur le principal, calculé selon le *taux d'intérêt garanti* appliqué au montant indiqué à l'alinéa a) ci-dessus et courus entre la date du *défaut* et la date du paiement du *montant garanti* par EDC, jusqu'à concurrence de cent vingt (120) jours civils d'intérêts, plus

2. Si les événements indiqués aux sous-alinéas i) ou ii) de la définition de *défaut* dans l'*accord* se sont produits et que la *période de moratoire* est en cours, les intérêts sur le principal, calculés selon le *taux d'intérêt garanti* appliqué au montant indiqué à l'alinéa a) courus entre la date de cet événement et la fin de la *période de moratoire*, étant entendu que le total des intérêts à payer par EDC aux alinéas 1. et 2. des présentes ne peut dépasser cent quatre-vingts (180) jours civils d'intérêts.

(Notez que le total des intérêts sera calculé par EDC et inclus dans le calcul final du *montant garanti*)

_____ (B)

Montants recouverts aux termes de l'article 21 de l'*accord* (montrez vos calculs)
Montants recouverts à appliquer à la *transaction* :

_____ (C)

Frais d'exécution (le cas échéant)

_____ (D)

Pourcentage garanti

75 % (E)

Montant du paiement de la demande d'indemnisation*

$((A) + (B) + (D) - (C)) \times (E) =$

* À ajuster une fois qu'EDC aura établi le montant pour (B) et vérifié toute l'information pertinente

4. **Le compte de paiement de l'institution.** Le paiement par EDC du *montant garanti* est effectué au numéro de compte de l'*institution* aux fins de virement télégraphique. L'*institution* joint les détails relatifs au virement télégraphique lorsqu'elle présente le présent formulaire à EDC.

5. **Pièces justificatives.** L'*institution* joint des copies des documents suivants à l'appui des déclarations faites et des renseignements fournis dans les présentes.

			Si une pièce justificative est manquante, expliquez-en les raisons.
Comptes de transaction			
a)		Relevé(s) de prêt	
b)		<i>Documents de la transaction</i> , y compris toute modification	
Frais			

c)		Preuve des frais de demande de paiement anticipé et d'exécution engagés et versés par l' <i>institution</i>	
Pièces justificatives (le cas échéant)			
d)		Documents de sûreté (c'est-à-dire convention(s) de sûreté, convention(s) de garantie de tiers, recherche(s) d'inscription de sûreté, convention(s) de subordination, etc.)	
e)		Évaluations	
f)		Documents de faillite (c'est-à-dire avis, réclamation, rapports du syndic, etc.)	
g)		Documents de mise sous séquestre (c'est-à-dire rapports, ordonnances judiciaires, etc.)	
h)		Conventions de vente et de règlement	
i)		Procédures judiciaires (c'est-à-dire litiges, jugements, avis juridiques, etc.)	

L'*institution* : i) déclare que les paiements visés par les *documents de la transaction* ont été affectés de la façon prévue dans les modalités de l'*accord*; ii) déclare qu'aucun des événements énumérés aux articles 12 et 13 de l'*accord* ne s'est produit; iii) reconnaît qu'EDC se fiera à l'exactitude des déclarations faites aux présentes et des renseignements fournis ou joints aux présentes; et iv) reconnaît les modalités de l'article 16 de l'*accord*.

En cas de conflit ou d'incohérence entre les modalités du présent formulaire et celles de l'*accord*, les modalités de l'*accord* prévalent.

L'institution

Choisir et joindre une signature électronique

(ou)

Écrire en caractères d'imprimerie et signer

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Choisir et joindre une signature électronique

(ou)

Écrire en caractères d'imprimerie et signer

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

* EDC exige deux signatures pour les renseignements susmentionnés nonobstant les politiques d'autorisation internes de l'*institution*